L'ABEILLE.

PAR BULLITT, BULLEN & MAGNE.
No. 81, rue Chartres.

NOUVELLE ORLEANS
MARDI MATIN, 21 MAI 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS
HENRY CLAY,
DU KENTUCKY,
Soumis à la décision d'une Convention Nationale.

THEATRE DE LA NILE ORLEANS.
Robin des Bois, Un Ange ou Se Etage, l'Aumonier du Régiment.

Nous rappelons à nos lecteurs, que c'est ce soir la représentation à bénéfice de M. Chéin. Le juste intérêt qui s'attache au bénéficiaire, le choix parfait du spectacle nous font espérer que le public répondra à notre appel. Nous rendrons un compte détaillé de cette solennité théâtrale.

DES CAUSES DE LA CRISE DE 1837.

IIIe. ARTICLE.

La crise de l'administration qui, d'abord, paraissa t être exclusivement dirigée contre la banque des Etats-Unis, ne tarda pas à se généraliser et à atteindre toutes les banques en général soit que cette colère fut précédé ou suivi la haine invétérée du parti démagogique contre toutes les institutions de crédit. Toujours est-il que les journaux du pouvoir, n'ont cessé de déclamer contre le papier dit banque, appelé par eux monnaie de chiffons (*rag money*) stale précaniser le numéraire, ainsi comme la seule valeur représentative possible, du moins comme la seule bonne.

C'est pour servir ces passions haineuses que fut lancée la fameuse circulaire (*specie circular*) ordonnant aux receveurs des bureaux des terres et autres agens du gouvernement, de n'admettre en paiement des sommes dues au gouvernement, rien que du numéraire.

Le effet matériel de cette mesure fut d'entasser presque tout le numéraire du pays dans les bureaux des terres, situés pour la plupart dans les plaines lointaines de l'ouest, hors de la portée des grands centres commerciaux où ce numéraire était indispensable. Par suite, ce numéraire disparut presque entièrement de la circulation, parce que tout ce qui n'était pas fermé dans les caveaux des banque sallait s'ebîquer dans les bureaux des terres. La tendance inévitable de la circulaire était même de priver rapidement les banques de numéraire; parce que tous les paiemens faits au gouvernement pour achats de terres ne pouvant l'être qu'en numéraire, c'était autant de nouveau des caveaux des banques, le seul endroit où il y eut des métaux précieux disponibles. Et le mal était d'autant plus grand que ce numéraire ne rentrait plus ou du moins ne rentrait qu'à la longue dans la circulation.

D'après cet état de choses les banques durent forcément restreindre leur circulation, et par une suite inévitable, créer une gêne toujours funeste dans le monde commercial.

L'effet moral n'a pas été moins nuisible. Les déclarations passionnées, inconsidérées, de la presse démagogique contre le crédit, les banques et leur papier, les louanges sans mesure prodiguées au numéraire, et les assurances hypocrites que la gêne était due au développement du crédit, devaient naturellement faire beaucoup d'honorables dupes et porter une grave atteinte à la confiance qui est l'âme des affaires.

Nous disons assurances hypocrites, parceque tous les hommes sensés savaient bien, et savent encore, que la gêne était causée, non par le développement du crédit, mais au contraire par sa contraction, et que cette contraction était due à la guerre à outrance faite par l'administration aux banques en général.

On ne s'arrêta pas là. Pour forcer l'importation des métaux précieux, que l'on croyait ou feignait de croire les vues de la république, on fit passer une loi qui donnait à l'or une valeur factice excédant de près de 7 pour cent sa valeur monétaire réelle. Ensuite on donna l'ordre aux receveur des deniers publics de ne plus admettre le papier des banques émettant des billets au dessous de cinq piastres.

La première mesure est mauvaise en soi et prouve l'impéritie financière de l'administration. La seconde n'est pas mauvaise par elle même, et aurait même pû être utilement prise *et tout autre temps*, mais dans les circonstances où l'on se trouvait alors, elle devait produire de funestes effets, parce qu'elle contribuait à accroître l'activité dépassteuse du *Gold Bill*, à entraver les affaires et à saper de plus en plus le crédit. En un mot cette dernière mesure qui, en temps ordinaire, aurait pu agir avec avantage, devenait mauvaise par cela seul qu'elle servait d'auxiliaire à d'autres mesures essentiellement hostiles aux intérêts bien entendus du pays.

L'effet combiné de ces mesures fut d'occasionner l'importation de beaucoup de métaux précieux: aussi les hommes du pouvoir ne trouvaient-ils pas assez de métaphores pour exprimer leur jubilation, comme si l'entrée forcée des métaux précieux était un signe de prospérité.

Mais il arriva que la Banque d'Angleterre, voyant l'or déserter rapidement ses caves, résolut de mettre un terme à l'exportation trop rapide des métaux précieux et retira les crédits qu'elle avait ouverts aux maisons engagées dans le commerce américain. Ces maisons privées du puissant crédit de la banque d'Angleterre, furent obligées à leur tour de retirer les crédits qu'elles avaient ouverts très libéralement au commerce américain et d'en réclamer le remboursement intégral.

Le retrait de ces crédits et l'obligation de faire des remises au moment où la gêne, déjà grande, pesait de tous les moyens, eurent pour effet inévitable de faire rechercher le numéraire (devenu de plus en plus rare par l'effet de la circulaire *specie circular*, qui le faisait entasser dans les bureaux des terres) et de priver les banques du peu qui leur restait,

Ainsi d'une part on ne pouvait acheter des terres qu'avec du numéraire, et les acheteurs ne pouvaient guère s'en procurer que dans les banques, de l'autre les paiemens à faire en Europe ne pouvant être effectués qu'au moyen de *valeurs réelles*, il fallait encore du numéraire dans la majeure partie des cas, si ce numéraire dont on avait forcé l'introduction, à grands frais, était chaque jour retiré de la circulation soit pour passer dans les bureaux des terres soit pour être réexporté!

Dans une telle situation les Banques, ne pouvant retirer leur circulation tout d'un coup et se voyant obligées de l'échanger journellement contre du numéraire qui n'en allait sans revenir jamais, dans une telle situation, disons nous, les banques ont dû en venir à une suspension des paiemens en espèces: la mesure était forcée et impérieusement commandée par les circonstances.

Ainsi le refus de renouveler la charte de la Banque des Etats Unis, le retrait des dépôts, la circulaire du numéraire, la guerre faite aux banques, l'incendie de 1835 à New York, le *gold bill* et l'ordre exclusif le papier des banques émettant des petits billets: telles sont en résumé les causes qui ont déterminé la crise.

Cependant il ne faudrait pas mettre toutes ces causes sur un même rang, ni leur attribuer une égale influence dans cet événement. Une seule, selon nous, est cause déterminante par elle même et eut suffi, prise isolement, pour amener la suspension; cette cause c'est la suppression de la Banque des Etats Unis. Le retrait des dépôts n'est qu'une conséquence forcée d'être premier fait; la circulation, exagérée et l'excès d'affaires et de spéculations qui en ont résulté, proviennent également de ce premier fait: car ce n'est qu'après s'être affranchies de la surveillance de la Banque des Etats Unis que les banques locales ont donné un libre cours à leurs extravagantes libéralités. La guerre à outrance faite aux banques eut à peine atteint le crédit avec l'appui d'une Banque Nationale, et la circulaire du numéraire aurait produit comparativement peu d'effet